

LE *HILFSDIENST* DE SARREGUEMINES (1940-1941)

En juillet 1940, le retour des premiers Sarregueminois posa d'évidents problèmes aux autorités allemandes. Il convenait non seulement d'assurer les conditions élémentaires de vie, mais encore de garantir rapidement la reprise de l'activité économique. Pour cette tâche-là, les commissaires délégués ne disposaient que d'une vague ordonnance⁽¹⁾. Sur place, il fallait décider. Seul. Confrontés aux nécessités du moment, ils ont dû improviser. La situation exceptionnelle requérait des mesures d'ordre technique adaptées aux circonstances ; les dispositions devaient en même temps démontrer l'efficacité, par conséquent la supériorité du système national-socialiste. L'impératif économique se doublait d'un enjeu politique : le ralliement de la population. Pour y parvenir, les Allemands instaurèrent, à Sarreguemines, une organisation originale, le *Hilfsdienst*⁽²⁾.

Le *Kreisleiter* Hubert Nelles⁽³⁾, nommé commissaire de région (*Landkommissar*), fut l'instigateur de l'expérience. Il mit en place le *Hilfsdienst* vers la mi-juillet, bien un mois avant l'arrivée du premier train des évacués. En ces jours de l'été quarante, le manque de main-d'œuvre se faisait durement ressentir. Il était indispensable de rassembler toutes les forces vives pour aider les premières entreprises de reconstruction. Un appoint de bras était particulièrement nécessaire au déblaiement de la voie ferrée ; la *Société allemande de construction de tunnels* n'arrivait pas, toute seule, au bout du travail⁽⁴⁾. Nelles fit donc canaliser à la fois le flux des prisonniers de guerre libérés et celui des quelques Sarregueminois revenus, en mal d'occupation. Il étendit l'expérience aux communes de Rémelfing, Neunkirch, Zetting-Dieding et Sarreinsming. Quelques dizaines de personnes trouvèrent, dans ce cadre, du travail ; elles étaient essentiellement chargées de dégager les décombres. En somme, les premières semaines virent l'existence d'une sorte de bureau de recrutement, qui se cantonnait dans un rôle de contrôle et de placement de la main-d'œuvre inoccupée, dans le double but de fournir des bras aux entreprises de reconstruction et de prévenir l'oisiveté, donc

1) Du type de l'ordonnance du 10 octobre 1939, connue sous le terme de *Notdienstverordnung*. Voir D. WOLFANGER, *Nazification de la Lorraine mosellane*, Sarreguemines, 1982.

2) L'essentiel de la documentation concernant le *Hilfsdienst* (*service de main-d'œuvre auxiliaire*) de Sarreguemines se trouve sous la cote provisoire Y 1-3. Il s'agit de listes nominatives de salaires et traitements, de fiches individuelles et d'une correspondance peu abondante. Quelques pièces sont contenues dans une liasse relative aux comptes de la ville entre 1940 et 1941. Il n'existe pas encore de cotation pour ces documents comptables. Les archives de la période de l'annexion de fait sont en voie de reclassement.

3) Hubert Nelles : commissaire de région jusqu'au 12 septembre 1940, plus tard maire de Merzig.

4) A. M. Sarreguemines Y 4 (cote provisoire). Rapport sur la situation de l'emploi à Sarreguemines du 5 au 10 août 1940.

les pillages⁽⁵⁾. A ses origines, les moyens financiers du *Hilfsdienst* étaient, semble-t-il, loin d'être fixés.

Avec le rapatriement massif des Sarregueminois (28 août 1940), Nelles se trouva en face d'une situation toute nouvelle : au déficit de main-d'œuvre faisait place une abondance de bras disponibles. Il donna une autre dimension au *Hilfsdienst*. Les chiffres qui suivent traduisent parfaitement l'impulsion⁽⁶⁾.

Date	Nombre d'ouvriers	Nombre d'employés	Total	Population
au 12/9/1940			292	
du 13/9 au 26/9			378	8 000
du 27/9 au 10/10	317	69	386	9 200
du 11/10 au 24/10	366	93	459	10 270
du 25/10 au 7/11	421	98	519	
du 8/11 au 21/11	368	102	470	10 601
du 22/11 au 5/12	357	109	466	10 928
du 6/12 au 19/12	372	110	482	
du 20/12 au 2/1/1941	353	106	459	
du 3/1 au 30/1	383	104	487	
du 1/2 au 13/2	155	62	217	12 000
du 14/2 au 28/2	117	41	158	
Mars			27	
Avril			22	
Mai			19	

La progression était rapide et soutenue. Le demi-millier de personnes représentait sans doute 20% de la population active de la ville. Le service se hissait au premier rang des employeurs. L'existence d'une telle structure créa, au sein de la population, le sentiment d'une organisation rationnelle qui avait préparé de longue date le retour. L'action ne pouvait que recueillir des approbations sympathiques. Grâce à la capacité du *Hilfsdienst* d'absorber la main-d'œuvre flottante, l'enjeu politique était en bonne voie d'être gagné.

Encore fallait-il répartir les gens et leur assurer les lendemains ! Nelles et son remplaçant, Edouard Kern⁽⁷⁾, firent preuve d'un sens poussé de l'organisation. A cause de leur vision globale des problèmes, ils infléchirent nettement les destinées du *Hilfsdienst*. Suite à la promesse formelle de rétribution, le service passa du stade de simple bureau de main-d'œuvre, aux possibilités financières mal définies, à celui d'une importante agence de prêt de travailleurs, aux moyens d'action impressionnants. Si,

5) *Ibid.* Y 3 (cote provisoire). Rapport du commissaire de la ville au chef de l'administration civile, en date du 27 mars 1941 : « ... es war notwendig geworden die... Flüchtlinge möglichst rasch zu erfassen... Ausserdem bestand die Gefahr, dass die an sich schon umfangreichen Diebstähle und Plünderungen noch ein weit grösseres Ausmass angenommen hätten, wenn nicht alle arbeitsfähigen Personen im Hilfsdienst erfasst worden wären ».

6) *Ibid.* Y 1 et Y 4.

7) Edouard Kern : commissaire de région, puis directeur du cercle. Né en 1908, à Knöringen-Landau (Palatinat). Venu de Spire, prend la relève de Hubert Nelles à partir du 12 septembre 1940.

pour une part, le *Hilfsdienst* occupait toujours des hommes à des travaux de terrassement et de voirie, il mettait dorénavant la majorité de ses effectifs gratuitement à la disposition de l'industrie, du commerce, de l'administration, du parti. De la sorte, il devint le fer de lance local de la reconstruction tant matérielle que « morale ». Pour mener à bien cette tâche, le commissaire de région et celui de la ville, Otto Angerer⁽⁸⁾, travaillèrent en étroite collaboration.

Tout laisse à penser qu'ils répartirent les effectifs de manière à maintenir un équilibre entre le secteur privé et les services publics et para-publics. En effet, le secteur privé concentrait jusqu'au mois de janvier 1941, environ la moitié du personnel du *Hilfsdienst*. L'effort porta d'abord en direction des activités artisanales et commerciales, ayant directement trait au ravitaillement. Mais, très rapidement, c'est l'industrie qui obtint le plus grand soutien. A elle seule, la métallurgie absorbait, en janvier 1941, plus de 120 personnes, ce qui représentait 25% du total des effectifs du *Hilfsdienst* et sans doute plus de la moitié des effectifs internes des usines. L'industrie céramique en employait 25, la tuilerie-briqueterie 10, les imprimeries 10 aussi. On négligea certaines branches industrielles. Les usines textiles, complètement, pour des raisons diverses. Il s'agissait de biens juifs mis sous séquestre. En sus, elles employaient une main d'œuvre essentiellement féminine. Les usines céramiques, partiellement. Des intérêts privés se trouvaient déjà sur les rangs. Les facilités accordées à certains types d'industries laissent percer les priorités économiques du moment mais aussi des vues politiques à long terme. La nécessité de la reconstruction commandait le redémarrage rapide de la tuilerie de Sarreguemines et de CEREBATI (carreaux céramiques), comme industries du bâtiment. L'intérêt porté à la métallurgie dénotait une stratégie qui était loin d'être imposée par les besoins immédiats. Quant aux largesses dispensées aux imprimeries, elles devaient pourvoir à l'un des impératifs majeurs du nouveau régime, la propagande. En fin de compte, comme instrument de la reconstruction, le *Hilfsdienst* se révéla très sélectif dans la distribution de son aide au secteur privé. Par ses choix délibérés, il indiquait les options économiques et politiques qui devaient être privilégiées.

Le *Hilfsdienst* seconda aussi les services administratifs de façon très appréciable. En fait, il ne distribua pas le personnel au gré des exigences des différentes directions; il prit directement en charge des pans entiers du service public. Au niveau de la ville, lui incombait la responsabilité des bureaux du ravitaillement, d'aide sociale, du logement. L'hôpital communal ressemblait à un véritable fief, puisque 7 employés et 38 ouvriers y étaient affectés. Au niveau de la direction du cercle, les gens du *Hilfsdienst* s'occupèrent exclusivement de la N.S.V. (Solidarité populaire nationale-socialiste); par ce biais, ils étaient initiés aux rouages du parti.

8) Otto Angerer : commissaire de la ville. Né à Seebach, en 1893. Venu de Gernersheim (Palatinat).

9) Il s'agit des entreprises suivantes : Les Fonderies de Sarreguemines, Feral, Haffner, Kratz et la S.E.S.A.

S'y activaient 70 personnes. Au moyen de ce service, les autorités allemandes voulaient, semble-t-il, politiser les recrues; ce qu'on croyait obtenir plus facilement dans une structure toute neuve. Par la même occasion, le *Hilfsdienst* donna naissance à une hiérarchie interne, constituée de cadres, d'employés et d'ouvriers. Suivant les aptitudes et les sentiments politiques, quelques personnes se virent offrir la chance d'une promotion. Ce n'était donc pas tout à fait une organisation assujettie à la mairie ou à la direction du cercle. Au contraire, par le contrôle exclusif de certains domaines, le *Hilfsdienst* s'érigait en une administration parallèle qui grâce aux positions-clefs occupées et au degré poussé de politisation du personnel, pouvait passablement inquiéter les institutions habituelles.

Au total, c'était donc un service tentaculaire qui se mettait en place. Il touchait pratiquement à tous les domaines vitaux de la société. Il devint en quelque sorte le levier de commande de l'économie locale. D'autre part, par l'exemple d'efficacité qu'il entendait montrer, il donnait l'impression d'une école pratique du national-socialisme. A travers lui, pointait en définitive une forme subtile de dirigisme et d'endoctrinement.

Les freins au développement étaient en grande partie inhérents au service-lui-même. En effet, les charges financières pesaient. Ni la mairie, ni la direction du cercle ne pouvaient les assumer complètement. Les dépenses se chiffraient à plus de 350 000 Reichsmarks⁽¹⁰⁾. Il fallait recourir au chef de l'administration civile pour éponger une telle dette. Or, le *Gauleiter* Bürckel semble avoir remis en question très tôt l'expérience sarregueminoise. Vallait-il politiquement la peine d'engager tant de fonds pour une action si ponctuelle ? Telle était, en dernière analyse, la question qui se posait.

Profitaient du système, en premier lieu, les patrons locaux, les administrateurs provisoires des biens mis sous séquestre, les commerçants. Pendant cinq ou six mois, ils occupèrent une main-d'œuvre gratuite. Assurément, leur ralliement était nécessaire. Encore pouvait-il s'obtenir de façon moins coûteuse !

Autres bénéficiaires, les cadres du *Hilfsdienst*. C'est dans cette direction que les marques du succès étaient les plus tangibles. Grâce aux possibilités de promotion, le régime rallia leur adhésion au nouvel ordre des choses. Mais que représentaient 21 personnes !

Restait la classe ouvrière. Certes, elle pouvait se montrer reconnaissante d'avoir obtenu du travail tout de suite. Cependant l'épineux problème de la rétribution n'avait pas trouvé de solution satisfaisante. Les salaires avaient été fortement augmentés, mais le pouvoir d'achat se trouva compromis d'autant plus que les versements d'allocations familiales ne suivaient pas du tout. A cela s'ajoutaient des difficultés pour payer

10) Le total des comptes s'élève à 376 982,09 Reichsmarks.

les cotisations sociales. Des mouvements d'humeur apparurent dès la fin de l'année⁽¹¹⁾. Les chances de ralliement risquaient de s'amenuiser. Quant à l'autre alternative - le contrôle de la classe ouvrière au moyen du *Hilfsdienst* -, elle ne pouvait plus se justifier au vu de la lourde addition.

On en arriva à une constatation mitigée. Le *Hilfsdienst* était, tout compte fait, un instrument beaucoup trop dispendieux pour provoquer le ralliement escompté ; les résultats n'étaient pas assez probants. Ces motifs furent amplement suffisants, aux yeux de Bürckel, pour clore l'expérience. Angerer procéda par étapes. Fin janvier 1941, les entreprises se virent dans l'obligation de prendre à leur charge les effectifs du *Hilfsdienst* ; fin mai, ce fut au tour des administrations de pourvoir au reclassement de la main-d'œuvre qui leur avait été attribuée..

Didier HEMMERT

11) A.M. Sarreguemines : Y 3 et documents comptables non cotés.